

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Bromont | 46078 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Brochu, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Bromont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 27 mai 2025 _____

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Bromont

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville de Bromont (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850
Granby, le 26 mai 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	36 944 870	37 865 741	33 727 175
Compensations tenant lieu de taxes	2	689 470	524 337	543 807
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 183 470	19 777 609	5 131 214
Services rendus	5	3 485 412	3 299 803	2 898 599
Imposition de droits	6	3 660 050	6 620 458	9 236 890
Amendes et pénalités	7	366 000	462 467	491 862
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9		1 317 788	1 023 337
Autres revenus	10	225 709	6 777 213	2 639 503
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	46 554 981	76 645 416	55 692 387
Charges				
Administration générale	14	5 666 162	5 761 558	5 825 922
Sécurité publique	15	8 792 662	8 306 381	8 048 300
Transport	16	9 803 975	10 116 196	9 198 246
Hygiène du milieu	17	8 046 233	7 942 762	6 906 850
Santé et bien-être	18	142 536	123 831	148 664
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 495 347	5 177 115	5 313 770
Loisirs et culture	20	6 559 363	7 312 578	6 507 567
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 543 400	1 819 563	1 473 920
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	46 049 678	46 559 984	43 423 239
Excédent (déficit) lié aux activités				
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice	25	505 303	30 085 432	12 269 148
Solde déjà établi	26		130 525 477	118 256 329
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		130 525 477	118 256 329
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		160 610 909	130 525 477

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	14 729 983	7 425 638
Débiteurs (note 5)	2	25 413 533	19 512 828
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	409 098	352 349
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	167 600	94 900
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	40 720 214	27 385 715
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	6 375 000	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	15 455 703	10 825 448
Revenus reportés (note 11)	12	4 336 987	7 052 508
Dette à long terme (note 12)	13	62 039 726	55 348 472
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	88 207 416	73 226 428
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(47 487 202)	(45 840 713)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	207 015 219	175 278 437
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	593 098	614 185
Stocks de fournitures	20	257 104	290 232
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	232 690	183 336
	23	208 098 111	176 366 190
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	160 610 909	130 525 477
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	160 610 909	130 525 477
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	160 610 909	130 525 477

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	505 303	30 085 432	12 269 148
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	51 096 186)(	39 984 098)(	18 505 547)
Produit de cession	3		20 912	487 435
Amortissement	4	7 000 000	8 238 841	6 924 070
(Gain) perte sur cession	5		(12 437)	(461 292)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(44 096 186)	(31 736 782)	(11 555 334)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		21 087	
Variation des stocks de fournitures	10		33 128	48 009
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(49 354)	(3 748)
	13		4 861	44 261
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(43 590 883)	(1 646 489)	758 075
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(45 840 713)	(46 598 788)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(45 840 713)	(46 598 788)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(47 487 202)	(45 840 713)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	30 085 432	12 269 148
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 238 841	6 924 070
Autres			
▪ G/P et moins value	3.1	(12 436)	(461 292)
▪ Rétrocession de rue	3.2	(4 950 675)	(1 278 901)
	4	33 361 162	17 453 025
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(5 900 705)	(6 128 094)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 064 961	(1 490 876)
Revenus reportés	8	(2 715 521)	3 673 023
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(72 700)	(91 100)
Propriétés destinées à la revente	10	21 087	
Stocks de fournitures	11	33 128	48 009
Autres actifs non financiers	12	(49 354)	(3 748)
	13	25 742 058	13 460 239
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	31 468 130)(	16 221 100)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	20 912	487 435
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(31 447 218)	(15 733 665)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	56 749)(	73 390)
Remboursement ou cession	20		35 163
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		26 931
	23	(56 749)	(11 296)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	22 697 000	9 305 018
Remboursement de la dette à long terme	25 (	15 842 394)(	11 453 829)
Variation nette des emprunts temporaires	26	6 375 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(163 352)	54 611
Autres			
▪	28.1		
	29	13 066 254	(2 094 200)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	7 304 345	(4 378 922)
Solde déjà établi	31	7 425 638	11 804 560
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	7 425 638	11 804 560
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	14 729 983	7 425 638

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Bromont (ci-après la « Ville »), constituée en vertu de la *Loi constituant la Ville de Bromont* (Bill privé 111), est régie par la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne de l'organisme contrôlé faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne du partenariat auquel elle participe. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Société de développement économique de Bromont (SODEB)

La SODEB, fondée le 26 septembre 2000, est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la troisième Partie de la *Loi sur les compagnies du Québec*.

Ses buts sont, entre autres, de favoriser le développement économique de la Ville, de faire connaître les avantages économiques, de développer des partenariats avec des entreprises et de recevoir et d'administrer des dons, legs et autres contributions.

La contribution de la Ville à cet organisme pour l'exercice financier 2024 est de 3 045 000 \$.

La SODEB est consolidée intégralement (100 %) au rapport financier de la Ville.

Les Amis des sentiers de Bromont

Les Amis des sentiers de Bromont, est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la troisième Partie de la *Loi sur les compagnies du Québec*.

La contribution de la Ville à cet organisme pour l'exercice financier 2024 est de 314 962 \$.

Les Amis des sentiers de Bromont est consolidée intégralement (100 %) au rapport financier de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

b) Partenariats

Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est (RARCE)

La RARCE est une régie intermunicipale composée des villes de Bromont, Cowansville et Granby.

La RARCE a pour mandat d'exploiter l'aéroport situé au 101, avenue du Ciel à Bromont ainsi que d'y apporter les améliorations jugées utiles.

Les coûts d'exploitation, les immobilisations et la dette sont répartis à parts égales entre les villes de Bromont, Cowansville et Granby. La quote-part de la Ville pour l'exercice financier de 2024 est de 96 000 \$. L'endettement total net à long terme attribuable à la Ville au 31 décembre 2024 est de 97 718 \$. Il n'y a aucun créancier ni débiteur entre la Ville et la RARCE.

La RARCE est consolidée proportionnellement à 33 1/3 % au rapport financier de la Ville.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes d'amortissement, les taux et les périodes suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Infrastructures	Linéaire	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	20, 30 et 40 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Véhicules	Linéaire	10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	10 et 20 ans
Autres	Linéaire	1 an

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêt sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la Ville et la RARCE sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après la «Loi»). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant de la Loi RRSM ont tous été reflétés lors d'exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la Note 8 au bas de la Page S11-4 sur les effets de la Loi RRSM. Plus de détails sont fournis, s'il y a lieu, dans la « Section 3 - Commentaires sur les résultats » du Rapport sur la comptabilité des avantages sociaux futurs du présent régime.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre de l'année financière en cours selon la méthode suivante: valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Lorsqu'une variation de la provision pour moins-value découle d'un gain ou d'une perte actuarielle, ce gain ou cette perte pourrait être constaté immédiatement plutôt qu'amorti sur les exercices subséquents, afin de contrebalancer l'effet de la variation de la provision pour moins-value dans les résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels nets non amortis, jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait alors en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation au titre des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

- Pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- Pour le coût relié aux services passés découlant de modifications d'un régime de retraite à prestations déterminées : la mesure qui consistait à affecter aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir la totalité ou une partie du coût des services passés découlant d'une modification de régime ou de la perte déterminée lors d'un règlement ou d'une compression de régime n'est plus utilisée depuis 2020.

En date du présent exercice financier, il n'y a pas de montant relatif aux avantages sociaux futurs dont la comptabilisation est reportée.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 14 729 983	7 425 638
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 14 729 983	7 425 638
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 14 729 983	7 425 638
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 7 185 160	5 065 867
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8 10 053 000	5 876 000

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées, au fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques, au fonds parcs, terrain de jeux et espaces naturels, aux réserves financières relatives aux eaux (aqueduc et égout), aux dépenses liées à la tenue d'une élection, aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 480 829 \$ (1 203 517 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 766 801 \$ (778 756 \$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	2 350 149	1 992 577
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	15 288 197	6 885 568
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 602 512	3 695 433
Organismes municipaux	13	107 440	192 058
Autres			
▪ Mutations et contraventions	14.1	2 698 671	5 325 484
▪ Commission scolaire et autres	14.2	2 366 564	1 421 708
	15	25 413 533	19 512 828
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 977 516	3 289 265
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 977 516	3 289 265
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	69 271	29 958
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	2 325 149	3 148 310
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	10 994 849	937 989
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	502 090	708 617
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	1 466 109	2 090 652
	27	15 288 197	6 885 568

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,20 % à 3,94 % (1,55 % à 4,13 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2044.

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachés à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 2 643 239 \$, portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,13 % et viennent à échéance au plus tard en 2044.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	409 098	352 349
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	409 098	352 349
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une couverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,20% au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie d'un emprunt temporaire de 1 875 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,3 % (5,15 %) et renouvelable annuellement. Cet emprunt temporaire est utilisée pour le financement du règlement 1118-2023.

La Ville bénéficie d'un emprunt temporaire de 4 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,3 % (5,15 %) et renouvelable annuellement. Cet emprunt temporaire est utilisée pour le financement du règlement 1110-2022.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	6 626 710	5 329 790
Salaires et avantages sociaux	44	1 222 561	1 295 489
Dépôts et retenues de garantie	45	5 659 315	3 394 536
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus sur dette l.t.	47.1	560 531	408 696
▪ Allocation départ élus	47.2	1 313 888	59 700
▪ Divers	47.3	72 698	337 237
	48	15 455 703	10 825 448

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Au cours de l'exercice, la Ville a acquis des immobilisations corporelles, dont un montant de 9 196 403 \$ (5 631 109 \$ au 31 décembre 2023) est inclut dans les fournisseurs et retenues de garantie.

11. Revenus reportés

	2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	
Transferts		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	
Accès entreprise Québec	52	
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53	
Autres		
▪ Transferts - TAPU	54.1	
▪ MEIE (SODEB)	54.2	4 470 719
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	815 238
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	212 515
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	
Société québécoise d'assainissement des eaux	58	
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	3 000
Autres contributions des promoteurs	60	
Fonds de redevances réglementaires	61	
Autres		
▪ Développement zone industrielle	62.1	1 500 000
▪ Autres	62.2	51 036
	63	7 052 508

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,05	5,25	2025	2046	64	62 492 350	55 614 425
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67	34 332	54 329
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	0,50	0,50	2025	2026	68	20 313	23 635
Autres					69		
					70	62 546 995	55 692 389
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(507 269)	(343 917)
					72	62 039 726	55 348 472

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	13 382 321			13 382 321
2026	74	15 585 914	19 077	20 000	15 624 991
2027	75	6 790 183	1 236	14 330	6 805 749
2028	76	7 346 934			7 346 934
2029	77	9 144 000			9 144 000
2030 et plus	78	10 243 000			10 243 000
	79	62 492 352	20 313	34 330	62 546 995
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	()
	81	62 492 352	20 313	34 330	62 546 995

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	167 600
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	167 600
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	194 500
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	879 262
Régimes de retraite des élus municipaux	89	48 942
	90	1 122 704

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	50 391 964	3 773 173	(113 261)	54 278 398
Eaux usées	102	30 762 036	1 889 300	7 349 550	25 301 786
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	95 386 828	6 398 030	7 411 231	94 373 627
Autres					
▪ Autres	104.1	17 480 099	378 302	1 609 737	16 248 664
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	27 753 138	318 843	812 705	27 259 276
Améliorations locatives	107	120 554			120 554
Véhicules	108	9 777 229	1 452 280	1 320 496	9 909 013
Ameublement et équipement de bureau	109	4 040 475	390 388	2 741 231	1 689 632
Machinerie, outillage et équipement divers	110	6 785 050	435 692	1 677 796	5 542 946
Terrains	111	17 856 478	806 434		18 662 912
Autres	112	223 713	1 259	149 287	75 685
	113	260 577 564	15 843 701	22 958 772	253 462 493
Immobilisations en cours	114	20 864 711	24 140 397	1 152	45 003 956
	115	281 442 275	39 984 098	22 959 924	298 466 449
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	23 562 028	1 857 286		25 419 314
Eaux usées	117	16 634 576	778 391	7 349 550	10 063 417
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	35 397 181	3 013 604	7 297 970	31 112 815
Autres					
▪ Autres	119.1	6 478 481	812 471	1 609 739	5 681 213
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	9 824 602	714 231	810 057	9 728 776
Améliorations locatives	122	120 554			120 554
Véhicules	123	5 504 457	570 990	1 309 089	4 766 358
Ameublement et équipement de bureau	124	3 568 743	128 328	2 741 231	955 840
Machinerie, outillage et équipement divers	125	4 887 462	349 947	1 677 224	3 560 185
Autres	126	185 754	13 593	156 589	42 758
	127	106 163 838	8 238 841	22 951 449	91 451 230
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	175 278 437			207 015 219
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	41 998			41 998
Amortissement cumulé	130	(13 959)	(4 200)		(18 159)
Valeur comptable nette	131	28 039			23 839

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	593 098	614 185
Autres	134		
	135	593 098	614 185
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	593 098	614 185

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	232 690	183 336
Autres			
▪	144.1		
	145	232 690	183 336

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville a conclu en 1992 une entente portant sur l'établissement d'une cour municipale commune par l'extension de la compétence territoriale de la cour municipale de la Ville de Waterloo. Les dépenses en immobilisations sont réparties entre les municipalités au prorata de leur population respective. Les coûts d'exploitation sont répartis entre les municipalités au prorata des dossiers soumis. La Ville est donc engagée à payer les cotisations conformément à l'entente.

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats d'enlèvement des ordures, de services d'évaluations foncières et d'autres obligations échéant en 2029, à verser une somme de 23 690 445 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement des subventions du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 799 435 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 100 049 \$ en 2025, 90 005 \$ en 2026, 79 873 \$ en 2027, 71 117 \$ en 2028, 62 152 \$ en 2029 et 396 239 \$ pour les années suivantes.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi et de la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme de ces Municipalités régionales de comté attribuable à la Ville s'élève respectivement à 155 751 \$ et à 25 449 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de poursuites pour des montants totalisant environ 119 500 000 \$ en lien avec des procédures de changement de zonage, modification réglementaire et d'expropriation. Il n'est pas possible pour le moment de déterminer le dénouement et le fondement des présentes poursuites. La direction est d'avis que celles-ci sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par l'organisme contrôlé et le partenariat auquel elle participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers*Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	\$	\$
Débiteurs en souffrance		
Moins de un an	679 979	670 112
Entre un et deux ans	159 849	46 193
Entre deux et trois ans	70 314	24 186
Plus de trois ans	44 653	684 392
Sous-total	953 795	1 424 883
Moins : provision pour créances douteuses	69 271	29 958
Total	884 524	1 394 925

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Moins de 1 an \$	De 1 à 3 ans \$	De 3 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$
Emprunts temporaires	6 375 000			
Créditeurs et charges à payer	15 455 703			
Dette à long terme	15 320 985	26 016 692	19 389 391	17 090 470
Total	37 151 688	26 016 692	19 389 391	17 090 470

27. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 4 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	33 727 175	36 944 870	37 865 741			37 865 741
Compensations tenant lieu de taxes	2	543 807	689 470	524 337			524 337
Quotes-parts	3					146 000	
Transferts	4	944 710	1 183 470	1 466 872		344 000	1 495 910
Services rendus	5	1 946 824	2 259 520	2 315 587		984 216	3 299 803
Imposition de droits	6	9 236 890	3 660 050	6 620 458			6 620 458
Amendes et pénalités	7	491 862	447 000	462 467			462 467
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	817 329	510 000	901 219		416 569	1 317 788
Autres revenus	10	408 073	2 500	805 766		289 208	1 094 974
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	48 116 670	45 696 880	50 962 447		2 179 993	52 681 478
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	3 309 625	3 357 970	11 082 619		7 283 827	18 281 699
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	1 612 374	139 000	5 375 197			5 375 197
Autres	18	237 210	237 210	84 209		222 833	307 042
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	5 159 209	3 734 180	16 542 025		7 506 660	23 963 938
	22	53 275 879	49 431 060	67 504 472		9 686 653	76 645 416
Charges							
Administration générale	23	5 712 802	5 557 380	5 635 950	125 608		5 761 558
Sécurité publique	24	7 471 913	8 303 180	7 741 188	565 193		8 306 381
Transport	25	5 190 401	6 174 150	5 441 643	4 191 267	579 286	10 116 196
Hygiène du milieu	26	5 415 403	6 271 590	5 893 627	2 049 135		7 942 762
Santé et bien-être	27	147 352	141 400	122 519	1 312		123 831
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 952 749	5 168 100	7 799 742	377 864	44 509	5 177 115
Loisirs et culture	29	4 723 408	5 890 480	5 660 698	772 344	1 194 498	7 312 578
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 466 673	1 543 400	1 812 120		7 443	1 819 563
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés							
	33	6 767 680	6 647 200	8 082 723 (	8 082 723)		
	34	41 848 381	45 696 880	48 190 210		1 825 736	46 559 984
Excédent (déficit) lié aux activités	35	11 427 498	3 734 180	19 314 262		7 860 917	30 085 432

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	11 427 498	3 734 180	19 314 262	30 085 432
Moins : revenus d'investissement	2 (	5 159 209)	3 734 180)	16 542 025)	23 963 938)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	6 268 289		2 772 237	6 121 494
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	6 767 680	6 647 200	8 082 723	8 238 841
Produit de cession	5	332 503		20 912	20 912
(Gain) perte sur cession	6	(322 136)		(12 433)	(25 739)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	6 778 047	6 647 200	8 091 202	8 234 014
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9			21 086	21 086
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11			21 086	21 086
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	35 163			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	26 931			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15	62 094			
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17 (	5 233 347)	5 423 040)	5 441 251)	5 477 645)
	18	(5 233 347)	(5 423 040)	(5 441 251)	(5 477 645)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	4 680 053)	480 870)	2 276 930)	2 352 152)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	773 100		540 720	584 783
Excédent de fonctionnement affecté	21	705 100		2 995 000	
Réserves financières et fonds réservés	22	(979 371)	(743 290)	(1 147 040)	(1 147 040)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(91 100)		(72 700)	(72 700)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(4 272 324)	(1 224 160)	39 050	(2 987 109)
	26	(2 665 530)		2 710 087	(209 654)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 602 759		5 482 324	5 911 840

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	5 159 209	16 542 025	7 506 660	23 963 938
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	183 068)(	315 023)(	7 494 591)(	7 809 614)
Sécurité publique	3 (	4 041 486)(	8 687 919)(	)	8 687 919)
Transport	4 (	5 337 729)(	9 985 126)(	45 211)(	10 030 337)
Hygiène du milieu	5 (	4 902 130)(	7 791 909)(	)	7 791 909)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	2 518 862)(	5 021 857)(	30 100)(	5 051 957)
Loisirs et culture	8 (	619 772)(	612 362)(	)	612 362)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	17 603 047)(	32 414 196)(	7 569 902)(	39 984 098)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	73 390)(	56 749)(	)	56 749)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 404 000	12 644 000		12 644 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	4 680 053	2 276 930	75 222	2 352 152
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	500 116	435 000		435 000
Excédent de fonctionnement affecté	17				2 995 000
Réserves financières et fonds réservés	18	2 084 472	2 329 557		2 329 557
	19	7 264 641	5 041 487	75 222	8 111 709
	20	(7 007 796)	(14 785 458)	(7 494 680)	(19 285 138)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 848 587)	1 756 567	11 980	4 678 800

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 099 285	7 592 119	7 137 864	14 729 983
Débiteurs (note 5)	2	19 336 767	24 274 414	1 139 119	25 413 533
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	352 349	409 098		409 098
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	94 900	167 600		167 600
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	21 883 301	32 443 231	8 276 983	40 720 214
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10		6 375 000		6 375 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	10 556 640	13 606 437	1 849 266	15 455 703
Revenus reportés (note 11)	12	2 535 133	1 961 246	5 285 994	4 336 987
Dettes à long terme (note 12)	13	55 087 083	61 814 731	224 995	62 039 726
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	68 178 856	83 757 414	7 360 255	88 207 416
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(46 295 555)	(51 314 183)	916 728	(47 487 202)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	173 514 675	197 837 671	9 177 548	207 015 219
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	614 185	593 098		593 098
Stocks de fournitures	20	246 720	227 889	29 215	257 104
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	156 740	206 552	26 138	232 690
	23	174 532 320	198 865 210	9 232 901	208 098 111
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	7 069 674	7 878 831	863 214	8 742 045
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 440 264	2 086 315	222 265	2 308 580
Réserves financières et fonds réservés	26	2 597 850	2 915 333		2 915 333
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(94 900))	(167 600))	)	(167 600))
Financement des investissements en cours	28	(5 305 399)	(4 992 436)	111 598	(1 970 585)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	122 339 476	139 495 384	8 952 552	148 447 936
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	128 236 765	147 551 027	10 149 629	160 610 909
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	16 598 430	15 718 201	16 543 456	15 766 531
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	3 846 350	3 580 365	3 728 818	3 348 979
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	14 063 900	13 070 251	13 758 721	13 432 709
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 508 770	1 783 365	1 790 469	1 463 175
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	34 630	28 755	29 094	10 745
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 337 220	1 321 580	1 175 580	1 086 545
Transferts	15	665 000	3 695 290	385 327	600 976
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	995 380	909 679	909 678	789 511
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	6 647 200	8 082 724	8 238 841	6 924 068
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				
	22	45 696 880	48 190 210	46 559 984	43 423 239

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 742 045	7 569 994
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 308 580	1 626 665
Réserves financières et fonds réservés	3	2 915 333	2 597 850
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(167 600)	(94 900)
Financement des investissements en cours	5	(1 970 585)	(5 205 781)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	148 447 936	123 841 849
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	160 610 909	130 525 477
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	7 878 831	7 069 674
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	863 214	500 320
	11	8 742 045	7 569 994
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget suivant	12.1		
▪ Matières résiduelles	12.2	40 264	40 264
▪ Sodeb - Incubateur industriel	12.3	2 046 051	1 400 000
	13	2 086 315	1 440 264
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Réfection de piste (RARCE)	14.1	50 000	50 000
▪ Affectations immobilisations	14.2	120 781	92 339
▪ Budget suivant	14.3	51 484	44 062
	15	222 265	186 401
	16	2 308 580	1 626 665

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Eaux (Aqueduc et égout)	17.1 1 377 429	1 079 467
	18	1 377 429
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	1 451 851
Organismes contrôlés et partenariats	22	1 459 731
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	86 053
Autres		58 652
▪	30.1	
	31	1 537 904
	32	2 915 333
		1 518 383
		2 597 850

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 (	(167 600))(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 (	(167 600))(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres	43.1 ()(
▪	44 (	(167 600))(
	(94 900))	(94 900))
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres	49.1 ()(
▪	50 ()(
	(94 900))	(94 900))
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres	55.1 ()(
▪	56 ()(
	(94 900))	(94 900))
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres	61.1	
▪	62	
	63 (	(167 600))(
	(94 900))	(94 900))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 9 843 953	5 738 594
Investissements à financer	65 (11 814 538)(	10 944 375)
	66 (1 970 585)	(5 205 781)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 207 015 219	175 278 437
Propriétés destinées à la revente	68 593 098	614 185
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70 409 098	352 349
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 208 017 415	176 244 971
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 208 017 415	176 244 971
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (62 039 726)(	55 348 472)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (507 269)(	343 917)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 2 977 516	3 289 265
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	2
	80 (59 569 479)(	52 403 122)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (59 569 479)(	52 403 122)
	83 148 447 936	123 841 849

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à l'ensemble de ses policiers syndiqués un régime de retraite contributif à prestations déterminées. Le régime de retraite est enregistré en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec) et auprès de l'Agence du revenu du Canada.

Les cotisations salariales des participants est partagé à 50 % entre la Ville et les employés, lesquelles incluent des cotisations d'exercice de stabilisation.

Les prestations de retraite correspondent à un taux de la moyenne des salaires des trois meilleures années de service continu du participant multiplié par son service crédité correspondant.

La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2021.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 94 900	3 800
Charge de l'exercice	4 (194 500)(	169 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 267 200	260 100
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 167 600	94 900
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 9 606 200	8 466 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (9 407 800)(	8 362 900)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 198 400	103 700
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 79 200	94 900
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 277 600	198 600
Provision pour moins-value	12 (110 000)(	103 700)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 167 600	94 900
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 458 100	431 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	237 500
	20 458 100	669 100
Cotisations salariales des employés	21 (267 200)(	260 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23 190 900	409 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 5 900	(13 500)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(221 500)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28 6 300	15 700
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 203 100	189 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 511 600	450 200
Rendement espéré des actifs	32 (520 200)(	470 900)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 (8 600)	(20 700)
Charge de l'exercice	34 194 500	169 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 875 000	660 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (520 200)(	470 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 354 800	189 500
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 345 000	(248 200)
Prestations versées au cours de l'exercice	39 269 800	97 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 13 165 000	1 018 800
DMERCA du nouveau volet	45 16	16
DMERCA de l'ancien volet	46 12	13
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47 37	38
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 5,95 %	6,05 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 6,05 %	6,20 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 2,95 %	2,95 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1	
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S.O.

		2024		2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 2

Description des régimes et autres renseignementsRégime de retraite simplifié

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées au taux de 8 % du salaire brut des employés syndiqués et d'un taux variant entre 6 % et 10 % en fonction du pourcentage de participation des employés cadres.

REER

La charge de la Régie (RARCE) correspond aux cotisations versées calculées aux taux de 5 % et 7 % du salaire brut des employés.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	681 967
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	879 262
		681 967

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6
		6

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	11 233	11 847
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	37 855	39 925
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	11 087	9 244
	121	48 942	49 169

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	29 949 420	30 762 983	30 762 983	27 221 606
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	29 949 420	30 762 983	30 762 983	27 221 606
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	2 240 220	2 323 297	2 323 297	2 166 705
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14	1 228 140	1 195 230	1 195 230	1 013 165
Matières résiduelles	15	2 054 680	2 067 273	2 067 273	1 986 196
Autres					
▪ Services municipaux	16.1	122 140	124 535	124 535	88 776
Centres d'urgence 9-1-1	17	55 000	64 806	64 806	57 476
Service de la dette	18	1 295 270	1 327 617	1 327 617	1 193 251
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	6 995 450	7 102 758	7 102 758	6 505 569
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	6 995 450	7 102 758	7 102 758	6 505 569
	27	36 944 870	37 865 741	37 865 741	33 727 175

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32	598 570	455 737	455 737
Écoles primaires et secondaires	33	90 900	68 600	68 600
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	689 470	524 337	524 337
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	689 470	524 337	524 337
				543 807

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	20 220	20 647	22 575
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			1 459
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	34 040	67 251	43 144
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	80 000	91 475	116 014
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	14 590	14 408	43 445
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	36 300	36 354	37 235
Autres	85	31 000	24 761	2 000
Réseau d'électricité	86			
	87	216 150	254 896	283 933
				409 967

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	2 922 690		
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91		4 615 000	4 615 000
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	435 280	4 119 274	4 119 274
Enlèvement de la neige	95			666 068
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			53 131
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105		1 368 955	1 368 955
Traitement des eaux usées	106			1 624 383
Réseaux d'égout	107		885 075	885 075
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122		7 145 949	738 230
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	94 315	94 315	286 327
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	3 357 970	11 082 619	18 281 699
				4 047 855

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	360 000	564 522	564 523
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	607 320	600 865	600 865
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		46 589	46 589
	139	967 320	1 211 976	1 211 977
TOTAL DES TRANSFERTS	140	4 541 440	12 549 491	19 777 609
				5 131 214

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145	26 000	19 300	48 754
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	826 950	896 912	711 373
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	852 950	916 212	760 127
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	852 950	916 212	916 212
				760 127

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	6 000	8 369	21 948
	188	6 000	8 369	21 948
Sécurité publique				
Police	189	456 250	452 240	342 147
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	69 000	40 673	19 201
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	525 250	492 913	361 348
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	43 000	52 553	52 061
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197		3 509	4 214
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202		388 560	379 809
	203	43 000	56 062	436 084
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	16 000	18 306	9 650
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	900	100	890
	214	16 900	18 406	10 540

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	9 672	9 672	6 649
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	175 420	191 449	166 266
	224	175 420	201 121	172 915
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	552 460	493 749	1 035 397
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	87 390	126 145	96 630
Autres	227	150	2 610	3 610
	228	640 000	622 504	1 218 160
Réseau d'électricité	229			
	230	1 406 570	1 399 375	2 383 591
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	2 259 520	2 315 587	2 898 599

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	371 000	537 873	364 751
Droits de mutation immobilière	233	3 267 410	6 053 021	8 849 099
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235	21 640	29 564	23 040
	236	3 660 050	6 620 458	9 236 890
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	447 000	462 467	491 862
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	510 000	901 219	1 023 337
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		12 433	461 292
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		722 084	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			(26 931)
Contributions des promoteurs	244	139 000	5 375 197	1 612 374
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246		28 442	30 676
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	239 710	155 458	562 092
	250	378 710	6 265 172	2 639 503
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	554 610	490 338	840	491 178	491 178	496 114
Greffe et application de la loi	2	783 250	1 072 093	4 380	1 076 473	1 076 473	910 046
Gestion financière et administrative	3	2 543 730	2 547 622	88 357	2 635 979	2 635 979	2 481 464
Évaluation	4	109 170	102 801		102 801	102 801	99 585
Gestion du personnel	5	877 720	775 137	235	775 372	775 372	1 190 879
Autres							
▪ Informatique	6.1	688 900	647 959	31 796	679 755	679 755	647 834
	7	5 557 380	5 635 950	125 608	5 761 558	5 761 558	5 825 922
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	5 836 490	5 531 147	285 141	5 816 288	5 816 288	5 548 659
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	2 430 380	2 181 953	280 052	2 462 005	2 462 005	2 458 214
Sécurité civile	11	18 210	16 030		16 030	16 030	14 908
Autres	12	18 100	12 058		12 058	12 058	26 519
	13	8 303 180	7 741 188	565 193	8 306 381	8 306 381	8 048 300
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 906 500	3 346 499	4 131 805	7 478 304	7 478 304	6 591 840
Enlèvement de la neige	15	1 429 620	1 436 959	45 446	1 482 405	1 482 405	1 383 992
Éclairage des rues	16	71 500	86 730	3 313	90 043	90 043	109 872
Circulation et stationnement	17	280 030	280 804	10 703	291 507	291 507	363 654
Transport collectif							
Transport en commun	18	88 190	109 324		109 324	109 324	54 261
Transport aérien	19	196 000	181 327		181 327	85 327	692 996
Transport par eau	20						
Autres	21	1 202 310				579 286	1 631
	22	6 174 150	5 441 643	4 191 267	9 632 910	10 116 196	9 198 246

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 368 170	1 288 120	1 004 579	2 292 699	2 292 699	1 776 220
Réseau de distribution de l'eau potable	24	641 310	606 614	709 632	1 316 246	1 316 246	1 095 570
Traitement des eaux usées	25	659 490	615 574	141 587	757 161	757 161	692 887
Réseaux d'égout	26	630 830	435 672	187 970	623 642	623 642	706 828
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	498 900	505 390		505 390	505 390	484 478
Élimination	28	227 750	239 441		239 441	239 441	212 250
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	758 730	770 654		770 654	770 654	734 036
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	596 710	605 124		605 124	605 124	568 847
Traitement	32						
Matériaux secs	33	224 870	224 868		224 868	224 868	207 886
Autres	34	70 790	45 227		45 227	45 227	27 193
Plan de gestion	35	33 280	33 272		33 272	33 272	41 957
Autres	36						
Cours d'eau	37	32 490	36 496	2 807	39 303	39 303	33 297
Protection de l'environnement	38	528 270	487 175	2 560	489 735	489 735	325 401
Autres	39						
	40	6 271 590	5 893 627	2 049 135	7 942 762	7 942 762	6 906 850
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	59 720	61 872	1 312	63 184	63 184	59 155
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	81 680	60 647		60 647	60 647	89 509
	45	141 400	122 519	1 312	123 831	123 831	148 664

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	3 023 810	2 710 988	150 911	2 861 899	2 861 899	2 827 135
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	619 430	3 626 140	226 953	3 853 093	852 602	819 411
Tourisme	50	951 280	863 103		863 103	863 103	1 067 310
Autres	51	549 300	568 697		568 697	568 697	548 249
Autres	52	24 280	30 814		30 814	30 814	51 665
	53	5 168 100	7 799 742	377 864	8 177 606	5 177 115	5 313 770
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	480 340	459 954	305 878	765 832	765 832	1 006 677
Patinoires intérieures et extérieures	55	804 030	946 837	113 935	1 060 772	1 060 772	840 180
Piscines, plages et ports de plaisance	56	189 070	184 879		184 879	184 879	141 104
Parcs et terrains de jeux	57	2 123 740	1 925 698	349 235	2 274 933	3 154 466	2 427 867
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	366 880	308 442		308 442	308 442	313 042
	61	3 964 060	3 825 810	769 048	4 594 858	5 474 391	4 728 870
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	742 880	643 597		643 597	643 600	551 485
Bibliothèques	63	537 980	494 048	3 296	497 344	497 344	486 669
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	645 560	697 243		697 243	697 243	740 543
	67	1 926 420	1 834 888	3 296	1 838 184	1 838 187	1 778 697
	68	5 890 480	5 660 698	772 344	6 433 042	7 312 578	6 507 567

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 379 940	1 632 663		1 632 663	1 639 767	1 313 723
Autres frais	71	128 830	150 702		150 702	150 702	149 452
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72		(8 600)		(8 600)	(8 600)	(20 700)
Autres	73	34 630	37 355		37 355	37 694	31 445
	74	1 543 400	1 812 120		1 812 120	1 819 563	1 473 920
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	6 647 200	8 082 723 (	8 082 723)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 207 427	2 207 427	1 261 418
Usines de traitement de l'eau potable	2	(17 612)	(17 612)	31 569
Usines et bassins d'épuration	3	225 316	225 316	65 195
Conduites d'égout	4	6 221 447	6 221 447	2 028 843
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 204 621	6 245 771	4 646 529
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 253 275	1 253 271	
Aires de stationnement	9	92 133	92 133	
Parcs et terrains de jeux	10	451 901	451 901	785 401
Autres infrastructures	11	92 872	92 872	53 109
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	8 419 635	15 653 077	6 278 862
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 995 112	4 995 115	741 779
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 600 463	1 600 463	827 430
Ameublement et équipement de bureau	18	236 978	490 479	139 920
Machinerie, outillage et équipement divers	19	430 628	457 872	563 859
Terrains	20		13 307	1 082 091
Autres	21		1 259	(458)
	22	32 414 196	39 984 098	18 505 547

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	2 207 427	2 207 427	1 261 418
Usines de traitement de l'eau potable	2	(17 612)	(17 612)	31 569
Usines et bassins d'épuration	3	225 316	225 316	65 195
Conduites d'égout	4	6 221 447	6 221 447	2 028 843
Autres infrastructures	5	8 094 802	8 135 948	5 485 039
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	15 682 816	23 211 572	9 633 483
	12	32 414 196	39 984 098	18 505 547

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 914 492	681 000	1 008 832	8 586 660
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	43 488 632	11 963 000	4 468 813	50 982 819
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	52 403 124	12 644 000	5 477 645	59 569 479
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 289 265		311 749	2 977 516
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 289 265		311 749	2 977 516
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 289 265		311 749	2 977 516
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 289 265		311 749	2 977 516
	19	55 692 389	12 644 000	5 789 394	62 546 995
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	55 692 389	12 644 000	5 789 394	62 546 995

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	62 322 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	11 774 247
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 977 516
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	2 679 839
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	68 438 892
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	97 718
Endettement net à long terme	14	68 536 610
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	181 200
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	68 717 810
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	68 717 810
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	342 440	325 053	270 686
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	30 630	30 625	22 960
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	77 990	77 981	49 246
Autres	10	96 000	96 000	
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	258 150	258 141	249 843
Cours d'eau	13	28 990	28 990	27 669
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17	41 680	41 677	40 030
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	30 530	30 530	36 916
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	295 940	295 933	235 623
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	134 870	136 650	153 572
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	1 337 220	1 321 580	1 175 580
				1 086 545

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	32 265 318	17 603 047
Frais de financement	4	148 878	
Autres	5		
	6	32 414 196	17 603 047

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	44,00	37,50	84 682,00	4 647 316	1 170 280	5 817 596
Professionnels	2						
Cols blancs	3	55,00	33,75	96 736,00	3 311 446	752 114	4 063 560
Cols bleus	4	48,00	40,00	99 423,00	3 502 422	826 861	4 329 283
Policiers	5	28,00	35,10	50 791,00	3 170 845	653 134	3 823 979
Pompiers	6	36,00	10,40	19 212,00	725 783	114 782	840 565
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	211,00		350 844,00	15 357 812	3 517 171	18 874 983
Élus	9	7,00			360 389	63 194	423 583
	10	218,00			15 718 201	3 580 365	19 298 566

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	67 251	1 368 954			1 436 205
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		885 075			885 075
Autres	6	1 399 622	8 082 037		746 552	10 228 211
	7	1 466 873	10 336 066		746 552	12 549 491

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	17 621	7 436
	4	17 621	7 436
Sécurité publique			
Police	5	23 975	20 131
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	145 369	38 182
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	169 344	58 313
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	767 411	651 763
Enlèvement de la neige	12	853	1 703
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	768 264	653 466
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	28 167	28 416
Réseau de distribution de l'eau potable	18	3 038	3 974
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	516 891	458 102
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	15 064	13 097
Autres	26		
	27	563 160	503 589
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	53 987	56 676
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	112	
Autres	36		
	37	54 099	56 676
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	38 672	129 779
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	3 279	4 569
Autres	40	197 681	52 845
	41	239 632	187 193
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 812 120	1 466 673

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Louis Villeneuve	1.1 Maire	98 300	19 422	12 951	
Tatiana Contreras	1.2 Conseiller	26 963	13 482	1 024	512
Claire Mailhot	1.3 Conseiller	26 963	13 482		
Michel Bilodeau	1.4 Conseiller	26 963	13 482		
Jacques Lapensée	1.5 Conseiller	26 963	13 482		
Nicolas Robillard	1.6 Conseiller	26 963	13 482		
Jocelyne Corbeil	1.7 Conseiller	26 963	13 482		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 500 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ 2 300 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ 1 916 638 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ 274 522 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

1088-02-2021 : 274 522\$

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ 21 899 \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 2020-01-045
- b) Date d'adoption de la résolution 86 2020-01-13

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 115
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-02

Nom du signataire : Bernard Caouette

Fonction du signataire : Greffier

Date de transmission au Ministère : 2025-06-03

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-27 11:17

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	48 116 670	45 696 880	50 962 447	2 179 993	52 681 478
Investissement	2	5 159 209	3 734 180	16 542 025	7 506 660	23 963 938
	3	53 275 879	49 431 060	67 504 472	9 686 653	76 645 416
Charges	4	41 848 381	45 696 880	48 190 210	1 825 736	46 559 984
Excédent (déficit) lié aux activités	5	11 427 498	3 734 180	19 314 262	7 860 917	30 085 432
Moins : revenus d'investissement	6 (	5 159 209)(	3 734 180)(	16 542 025)(	7 506 660)(	23 963 938)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	6 268 289		2 772 237	354 257	6 121 494
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	6 767 680	6 647 200	8 082 723	156 118	8 238 841
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	5 233 347)(	5 423 040)(	5 441 251)(	36 394)(	5 477 645)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	4 680 053)(	480 870)(	2 276 930)(	75 222)(	2 352 152)
Excédent (déficit) accumulé	12	407 729	(743 290)	2 315 980	44 063	(634 957)
Autres éléments de conciliation	13	72 461		29 565	(13 306)	16 259
	14	(2 665 530)		2 710 087	75 259	(209 654)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 602 759		5 482 324	429 516	5 911 840

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 099 285	7 592 119	14 729 983
Débiteurs	2	19 336 767	24 274 414	25 413 533
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4	352 349	409 098	409 098
Autres	5	94 900	167 600	167 600
	6	21 883 301	32 443 231	40 720 214
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8		6 375 000	6 375 000
Créditeurs et charges à payer	9	10 556 640	13 606 437	15 455 703
Revenus reportés	10	2 535 133	1 961 246	4 336 987
Dette à long terme	11	55 087 083	61 814 731	62 039 726
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	68 178 856	83 757 414	88 207 416
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(46 295 555)	(51 314 183)	(47 487 202)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	173 514 675	197 837 671	207 015 219
Autres	17	1 017 645	1 027 539	1 082 892
	18	174 532 320	198 865 210	208 098 111
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	7 069 674	7 878 831	8 742 045
Excédent de fonctionnement affecté	20	1 440 264	2 086 315	2 308 580
Réserves financières et fonds réservés	21	2 597 850	2 915 333	2 915 333
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	(94 900))	(167 600))	(167 600))
Financement des investissements en cours	23	(5 305 399)	(4 992 436)	(1 970 585)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	122 339 476	139 495 384	148 447 936
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	128 236 765	147 551 027	160 610 909

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget suivant	1.1		
▪ Matières résiduelles	1.2	40 264	40 264
▪ Sodeb - Incubateur industriel	1.3	2 046 051	1 400 000
	2	2 086 315	1 440 264
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	222 265	186 401
	4	2 308 580	1 626 665
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Eaux (Aqueduc et égout)	5.1	1 377 429	1 079 467
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	1 451 851	1 459 731
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	86 053	58 652
Autres			
▪	14.1		
	15	2 915 333	2 597 850
	16	5 223 913	4 224 515

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	68 438 892
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	68 717 810

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	50 982 819	43 488 632
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	8 586 660	8 914 492
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 977 516	3 289 265
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	62 546 995	55 692 389

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	33 727 175	36 944 870	37 865 741	37 865 741
Compensations tenant lieu de taxes	13	543 807	689 470	524 337	524 337
Quotes-parts	14				
Transferts	15	944 710	1 183 470	1 466 872	1 495 910
Services rendus	16	1 946 824	2 259 520	2 315 587	3 299 803
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	9 728 752	4 107 050	7 082 925	7 082 925
Autres	18	1 225 402	512 500	1 706 985	2 412 762
	19	48 116 670	45 696 880	50 962 447	52 681 478
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	3 309 625	3 357 970	11 082 619	18 281 699
Autres	23	1 849 584	376 210	5 459 406	5 682 239
	24	5 159 209	3 734 180	16 542 025	23 963 938
	25	53 275 879	49 431 060	67 504 472	76 645 416

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	5 557 380	5 635 950	125 608	5 761 558	5 761 558	5 825 922
Sécurité publique							
Police	2	5 836 490	5 531 147	285 141	5 816 288	5 816 288	5 548 659
Sécurité incendie	3	2 430 380	2 181 953	280 052	2 462 005	2 462 005	2 458 214
Autres	4	36 310	28 088		28 088	28 088	41 427
Transport							
Réseau routier	5	4 687 650	5 150 992	4 191 267	9 342 259	9 342 259	8 449 358
Transport collectif	6	284 190	290 651		290 651	194 651	747 257
Autres	7	1 202 310				579 286	1 631
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	3 299 800	2 945 980	2 043 768	4 989 748	4 989 748	4 271 505
Matières résiduelles	9	2 411 030	2 423 976		2 423 976	2 423 976	2 276 647
Autres	10	560 760	523 671	5 367	529 038	529 038	358 698
Santé et bien-être	11	141 400	122 519	1 312	123 831	123 831	148 664
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	3 023 810	2 710 988	150 911	2 861 899	2 861 899	2 827 135
Promotion et développement économique	13	2 120 010	5 057 940	226 953	5 284 893	2 284 402	2 434 970
Autres	14	24 280	30 814		30 814	30 814	51 665
Loisirs et culture	15	5 890 480	5 660 698	772 344	6 433 042	7 312 578	6 507 567
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 543 400	1 812 120		1 812 120	1 819 563	1 473 920
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	39 049 680	40 107 487	8 082 723	48 190 210	46 559 984	43 423 239
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	6 647 200	8 082 723 (	8 082 723)			
	21	45 696 880	48 190 210		48 190 210	46 559 984	43 423 239

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	5 159 209	16 542 025	7 506 660	23 963 938
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	17 603 047)(	32 414 196)(	7 569 902)(	39 984 098)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	73 390)(	56 749)(	)	56 749)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 404 000	12 644 000		12 644 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	4 680 053	2 276 930	75 222	2 352 152
Excédent accumulé	6	2 584 588	2 764 557		5 759 557
	7	(7 007 796)	(14 785 458)	(7 494 680)	(19 285 138)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 848 587)	1 756 567	11 980	4 678 800

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14